

Revenus pétroliers

comme de qualité et de conception très supérieures. Ces plates-formes sont vendues pratiquement dans le monde entier. Les députés du Nouveau parti démocratique parlent de technologie. Voilà justement une technologie que les Canadiens ont mise au point et qu'ils distribuent dans le monde entier.

Pour faire un forage de reconnaissance coûtant 100 millions de dollars dans les régions inexploitées, il faut le même nombre d'ouvriers que pour faire un forage de reconnaissance coûtant \$500,000 dans le bassin sédimentaire de l'Ouest. Par conséquent, si nous nous intéressons à la création d'emplois et aux sommes que nous investissons pour créer des emplois, nous devrions nous rappeler que l'on crée autant d'emplois en forant un puits qui revient à \$500,000 dans le bassin sédimentaire de l'Ouest que l'on en crée en forant un puits de 100 millions de dollars au large des côtes; et dans ce dernier cas, nous sommes obligés d'effectuer moins de forages parce qu'ils sont extrêmement coûteux.

Je voudrais expliquer, monsieur le Président, ce qu'il faudrait faire à mon avis pour redresser la situation de l'industrie pétrolière afin qu'elle puisse nous sortir de la récession. Je pense que nous devrions adopter les prix du marché. J'ai entendu tout à l'heure un député du Nouveau parti démocratique dire à mon collègue le député d'Ontario (M. Fennell): «Comment pouvez-vous justifier l'application des prix mondiaux?» Je vais vous dire pour ma part, monsieur le Président, comment je la justifierais. Il suffit de regarder quelle est la situation au sud de la frontière, aux États-Unis, où le prix mondial est en vigueur depuis assez longtemps. Il y a eu une libéralisation des prix il y a 18 mois ou deux ans. Or, à l'heure actuelle, si je fais le plein aux États-Unis, je paie l'essence 30c. le gallon de moins qu'au Canada.

Le problème, au Canada, c'est que nous payons plus cher que le prix mondial, comme l'a dit le député d'Ontario, à cause des taxes qui s'ajoutent au prix de l'essence. Je veux parler des taxes fédérales, de l'impôt sur les revenus du pétrole et du gaz, ainsi que de la redevance de canadienisation qui était censée être temporaire. Ce sont ces impôts qui constituent le problème. Nous avons un gouvernement endetté jusqu'au cou qui jette l'argent par les fenêtres. C'est en refusant d'appliquer les prix du marché que l'on crée un problème. Le prix du marché avantage le consommateur en augmentant les approvisionnements. Il encourage les sociétés pétrolières à prospecter parce qu'elles savent qu'elles pourront vendre leur pétrole au prix mondial. Elle savent que le gouvernement ne leur mettra pas de bâtons dans les roues. Cela rend le prix de l'essence et du mazout concurrentiel. Le plafonnement des prix au Canada s'accompagne de taxes excessives qu'imposent le gouvernement fédéral et certaines provinces consommatrices. C'est la raison pour laquelle les consommateurs payent le pétrole plus cher que si l'on appliquait les prix du marché.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Les pêcheurs aussi.

M. Shields: Naturellement, les pêcheurs et les agriculteurs aussi. Cela a des répercussions dans l'ensemble du système. Selon moi, nous devons nous intéresser aux possibilités d'investissement qui s'offrent aux Canadiens. Nous voulons canadieniser l'industrie pétrolière. Je pense que nous devons encourager les Canadiens à investir dans leurs propres industries. Comment pouvons-nous parvenir à ce résultat? Une des solutions se trouve dans le régime fiscal. Nous pourrions créer des sortes de caisses enregistrées d'épargne-retraite pour l'énergie,

qui permettraient de canaliser les investissements vers le secteur énergétique, en accordant le même genre d'avantages fiscaux que pour les REER dont le contenu est conservé par les compagnies d'assurance et de fiducie. On peut déclarer non imposable le rendement d'un placement dans l'industrie pétrolière. Il existe mille et une façons d'encourager les gens à investir dans cette industrie.

● (1630)

Nous devons rendre le régime fiscal équitable. Quant il est question de l'impôt sur les revenus pétroliers, je pense à quelqu'un qui vend des hamburgers—dans un restaurant McDonald's, par exemple—ou qui ouvre un Dairy Queen. Le franchisé paye au franchiseur un pourcentage de son chiffre d'affaires. Peu importe s'il fait des profits ou essuie des pertes, il doit payer ce pourcentage. C'est ça l'impôt sur les revenus pétroliers. Tant pis si la société est déficitaire, elle est obligée de payer cet impôt à la tête du puits. Ce n'est pas la façon de faire des affaires, monsieur le Président. En toute équité, il faut supprimer cet impôt sur la production, car les seules victimes sont les exploitants qui essaient de mettre cette ressource en valeur. Il frappe directement les petites sociétés canadiennes.

Le président suppléant (M. Guilbault): Une période de dix minutes est prévue pour les questions et commentaires.

M. Skelly: Monsieur le Président, nous concédons au député que le problème fiscal est d'importance, mais il n'est pas tout à fait exact qu'on puisse passer la frontière et aller faire le plein aux États-Unis pour moins cher qu'au Canada. Il y a certains endroits aux États-Unis où l'essence est moins chère qu'au Canada et d'autres où elle est plus chère.

Le député est-il prêt à reconnaître que la situation aux États-Unis diffère non seulement au point de vue impôt, mais également au point de vue concurrence? Les grandes sociétés se livrent une concurrence beaucoup plus vive et semblent donc se partager plus équitablement le marché, faisant ainsi profiter les consommateurs de prix plus bas. Au Canada, les grandes sociétés fixent et contrôlent les prix. Dès que le produit quitte la tête de puits, on en gonfle le prix artificiellement et les grandes sociétés s'arrangent pour le respecter. Par le biais de la guerre des prix, ces sociétés sont venues à bout des marchands indépendants, les ont ensuite achetés et ont des prête-noms à leur service.

Le député aurait-il l'obligeance d'exposer en toute honnêteté la position de son parti à l'égard d'une politique qui favoriserait la concurrence entre les marchands indépendants de façon que les consommateurs puissent payer un prix raisonnable pour leur essence? Pourquoi son parti s'y oppose-t-il?

M. Shields: Monsieur le Président, cela ne me dérange pas de répondre à une question, mais je refuse de laisser le député me faire dire ce que je n'ai pas dit. Mon parti est pour la concurrence. Voilà de quoi il s'agit. Lorsque les gouvernements interviennent et commencent à tout réglementer comme ils l'ont fait, la concurrence n'existe plus, bien entendu. Voilà le genre de chose dont il parle. Il a parlé d'un prix gonflé artificiellement. Bien entendu. S'il avait écouté ce que j'ai dit, peu importe que la société, petite ou grosse, réalise des bénéfices ou